



CSAL DI PACA-Corse du 7 octobre 2025

Déclaration liminaire intersyndicale de boycott

Monsieur le Directeur interrégional et Président de ce CSAL,

Nouvelle convocation à une instance au sein de votre circonscription, après le GT du 3 octobre, avec malheureusement, toujours le même constat alarmant et ...accablant :

Une totale absence de dialogue social à tous les étages que nous déplorons et ne supportons plus.

Nos confédérations et unions interprofessionnelles dénoncent depuis des mois, pour ne pas dire des années, des problèmes qui remontent jusqu'au niveau gouvernemental. Cette situation a été une nouvelle fois mise en lumière le jeudi 2 octobre dernier, avec un mouvement social qui s'ajoute à une longue série.

Nous ne parlerons même pas, du triste et pathétique spectacle politique, illustré par la cacophonie actuelle au cœur des plus hautes sphères de l'Etat, qui risque probablement, d'avoir de fâcheuses conséquences, pour le bon fonctionnement de notre administration !

Le mouvement social intersyndical engagé en cette rentrée n'a pas encore permis d'obtenir les avancées attendues par les personnels, mais personne n'est dupe et nous sommes toujours déterminés à défendre les intérêts des agents.

Nous continuons à dénoncer fermement la situation au sein de notre administration des douanes, qui devient de plus en plus problématique. Les réorganisations et restructurations se multiplient, souvent menées de manière précipitée et sans véritable consultation, ce qui crée un climat de tension et d'insatisfaction.

Alors nous direz-vous, qu'en est-il du dialogue social au sein de la DI PACA-Corse ?

Question déjà posée à l'occasion du GT du 3 octobre, sur le sujet sensible des récupérations horaires au sein des bureaux de votre DI, avec la transmission aux OS, d'un document préparatoire qui maintenait les principaux points d'achoppements mis en avant à l'occasion d'un précédent GT.

Certes vous avez accepté, sous la pression des OS locales, de reporter ce GT à une date ultérieure, néanmoins nous ne sommes toujours pas convaincus, que l'écoute soit subitement devenue votre point fort.

Empiler les convocations à des instances, n'est pas pour autant, gage d'un meilleur dialogue social.

La preuve ?

Visiblement le message que nous voulions vous faire passer le 1^{er} et 10 juillet derniers, dans le cadre de notre double boycott n'a pas vraiment été compris.

Ces boycotts visaient à exprimer notre profond mécontentement, pour ne pas dire colère d'un CSAL dont l'un des points principaux concernait une pseudo-discussion sur le schéma d'emploi 2025 à l'échelle de notre DI et surtout l'enterrement première classe, de la notion d'effectif de référence !

Maintenant, à l'instar de notre prochain budget, c'est le flou artistique le plus total pour la gestion prévisionnelle des effectifs au sein de notre DI.

Désormais place à cette notion fumeuse « d'effectifs physiques cible », reprise dans votre document de travail, relatif au point à l'ordre du jour n°2 du CSAL convoqué aujourd'hui, à savoir la modification du périmètre des missions du bureau de Toulon et l'impact sur le centre de viticulture et de contributions indirectes de Draguignan.

Transfert anxiogène, pour nos collègues concernés (en vérité pour faire des économies de bouts de chandelles) de missions CI entre les bureaux de Draguignan et Toulon, dont toutes les OS n'ont eu de cesse de dénoncer la justification administrative et les incohérences, dans le cadre de plusieurs GT et de rapporter le ressenti et les nombreuses préoccupations des agents concernés.

Trois GT exactement, qui ont surtout fait ressortir un sentiment de bricolage, de projets à tiroirs multiples (avec des jeux de chaises musicales), non aboutis et peu convaincants, qui nuisent aux conditions de travail de nos collègues.

Il est quand même contradictoire de penser, que la perte d'une mission, peut valoriser un service.

La solution ne consiste pas à enlever des missions que les agents veulent par ailleurs conserver, mais de redonner des effectifs à des services, afin de permettre encore plus d'efficacité.

Enfin bref, à l'occasion de ce CSAL, nous avons une nouvelle fois, plus que l'impression désagréable qu'au sein de notre DI, on multiplie les projets, les instances, on reconvoque ou reconvoquera, même après des rejets unanimes, on nous ressert la même soupe. Un autisme administratif en quelque sorte...

Nous l'avons exprimé clairement la semaine dernière, ce passage en force permanent n'est plus acceptable et cela ne correspond en rien à notre conception d'un dialogue social de qualité auquel nous sommes fortement attachés.

Nous convoquer dans le cadre « d'instances dites paritaires », c'est bien, mais pas suffisant, car savoir écouter en prenant en compte certaines de nos remarques/propositions, c'est encore mieux !

D'où notre perplexité actuelle ?

En conclusion, nous reprendrons les propos de l'intersyndicale nationale à l'occasion du CSAR du 30 septembre, que nous avons ensuite fait nôtre, ici même dans cette salle, en préambule du GT du 3 octobre, en vous signifiant, que l'ensemble des OS tient à exprimer ici son total ras-le-bol.

C'est toujours le cas aujourd'hui en préambule de ce CSAL du 7 octobre, par conséquent, nous quittons de la même manière, que nous l'avons fait la semaine dernière, cette instance.

L'intersyndicale PACA-Corse

CFDT/CFTC-USDFO-SOLIDAIRES-UNSA